

Article 43 du Règlement

Mme le Président: Cette motion recueille-t-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LE PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE NATIONAL

L'ACQUISITION D'UNE COMPAGNIE PÉTROLIÈRE PAR LE GOUVERNEMENT ONTARIEN—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Ray Chénier (Timmins-Chapleau): Madame le Président, je soulève une question importante et urgente aux termes de l'article 43 du Règlement. Étant donné que le gouvernement de l'Ontario s'est récemment porté acquéreur d'actions de la Suncor Corporation pour un montant de 625 millions de dollars, devenant ainsi son principal actionnaire, je propose, appuyé par le député d'Etobicoke-Nord (M. MacLaren):

Que la Chambre applaudisse aux efforts du gouvernement conservateur de l'Ontario qui vont dans le sens des objectifs de canadianisation du Programme énergétique national.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL

LES RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Vince Dantzer (Okanagan-Nord): Madame le Président, l'économie de la Colombie-Britannique est au bord de la récession. Notre principale industrie, l'industrie forestière, est menacée par une crise économique qui pourrait être catastrophique et des centaines de travailleurs sont licenciés tous les jours. En outre, une menace additionnelle pèse sur ce secteur car en représailles contre les mesures discriminatoires du programme énergétique national envers les États-Unis, Washington envisagé de réduire ses importations de bois d'œuvre de la Colombie-Britannique. Par conséquent, appuyé par le député de Prince George-Bulkley Valley (M. McCuish), je propose:

● (1410)

Que la Chambre invite le gouvernement à cesser de perturber nos échanges économiques avec les États-Unis et applique immédiatement des mesures reconnaissant que ce pays est notre principal partenaire commercial et qu'il peut aisément causer un tort irréparable à l'économie du pays.

Mme le Président: Cette motion recueille-t-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

LES NATIONS-UNIES

L'ÉLECTION D'UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. John McDermid (Brampton-Georgetown): Madame le Président, les Nations-Unies ont du mal à élire un secrétaire général. La candidature de Kurt Waldheim qui, fait sans précédent, sollicite un troisième mandat, se heurte au veto des Chinois. Il faut sortir les Nations-Unies de cette impasse, et le Canada détient la solution. Mais, madame le Président, la décision était difficile à prendre. Des intérêts du monde ou du Canada, auxquels devais-je donner la priorité au moment de proposer la motion? J'ai décidé que les intérêts du Canada devaient primer. C'est pourquoi je propose, appuyé par le député de Hamilton-Wentworth (M. Scott):

Que le très honorable premier ministre du Canada, Pierre Elliott Trudeau, présente sa candidature au poste de secrétaire général des Nations-Unies...

Des voix: Hourra!

M. McDermid:

... et démissionne de ses fonctions de premier ministre du Canada...

Des voix: Bravo!

M. McDermid:

... de sorte que notre grand pays ait une chance de survivre socio-économiquement et de rester uni d'un océan à l'autre.

Des voix: Bravo!

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

[Français]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE RECHERCHES INDUSTRIELLES CHEZ PRATT & WHITNEY AIRCRAFT OF CANADA LTD. À LONGUEUIL (QUÉ.)—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Jean-Guy Dubois (Lotbinière): Madame le Président, en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement, je demande le consentement unanime de la Chambre au sujet d'une affaire urgente et importante.

Étant donné l'annonce faite hier par le ministre de l'Expansion économique régionale (M. De Bané) d'une subvention de quatre millions de dollars pour la construction d'un centre de recherches industrielles, au coût de 20 millions de dollars, chez Pratt & Whitney Aircraft of Canada Ltd. à Longueuil; étant donné que chaque dollar investi dans la recherche industrielle de ce genre entraîne des retombées de \$60, ce qui profitera énormément à la situation économique du Québec, je propose, appuyé par l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Malépart):

Que la Chambre félicite le ministère de l'Expansion économique régionale et son ministre pour cette aide financière importante pour la province de Québec.